

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/201484]

18 MARS 2021. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue de la trimestrialisation du mécanisme de temporisation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 34, 4^o, *f*), du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les mots « § 7, et » sont insérés entre les mots « ou de l'article 42/1, » et « § 7*bis*, en vue de ».

Art. 2. L'article 42, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 12 décembre 2014, est complété par la phrase suivante :

« Cette obligation est présumée remplie lorsque le gestionnaire du réseau de transport communique la prévision visée à l'article 42/1, § 2, alinéa 2. ».

Art. 3. A l'article 42/1 du même décret, inséré par le décret du 29 juin 2017 et modifié par les décrets du 31 janvier 2019 et du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « visée à l'article 34, 4^o, *f*), » sont abrogés;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « 2021 » est remplacé par le mot « 2024 »;

3^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Jusqu'en 2033, pour le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, l'Administration publie une prévision détaillée de l'évolution attendue du marché des certificats verts sur les cinq prochaines années. Cette prévision comporte plusieurs scénarios qui traduisent l'impact des paramètres majeurs qui influencent cette évolution. »;

4^o dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Jusqu'en 2024, pour les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre, sur la base de la prévision détaillée la plus récente de l'Administration, le gestionnaire du réseau de transport local communique au Gouvernement, à l'Administration et à la CREG une prévision indicative sur douze mois de la quantité de certificats verts émanant des producteurs d'électricité verte et propose, le cas échéant, la quantité indicative de certificats verts à acquérir durant chacun des quatre trimestres suivants par la personne désignée conformément au paragraphe 3 dans le but de lisser l'impact des certificats verts visés au paragraphe 1^{er} sur la surcharge visée à l'article 42*bis*, § 1^{er}. »;

5^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « le Gouvernement, » sont insérés entre les mots « le gestionnaire du réseau de transport local informe » et les mots « l'Administration et la CREG »;

6^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 3, est abrogé;

7^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 4, est abrogé;

8^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 5, devenu alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Dans les septante-cinq jours de la réception de la proposition du gestionnaire de réseau de transport local visée à l'alinéa 2, sur avis de l'Administration et après avoir recueilli les éventuelles observations de la CREG, le Gouvernement décide s'il procède à une opération de temporisation. La quantité de certificats verts à acquérir par la personne désignée conformément au paragraphe 3 est déterminée dans le but de lisser l'impact des certificats verts visés au paragraphe 1^{er} sur la surcharge visée à l'article 42*bis*, § 1^{er}, tout en minimisant l'intervention publique. »;

9^o dans le paragraphe 2, alinéa 7, devenu alinéa 6, les mots « , au plus tard le 31 décembre de l'année concernée, » sont abrogés;

10^o dans le paragraphe 2, alinéa 7, devenu alinéa 6, les mots « 1^{er} décembre de l'année concernée » sont remplacés par les mots « jour qui suit la notification de l'arrêté du Gouvernement »;

11^o dans le paragraphe 2, alinéa 7, devenu alinéa 6, les mots « le jour de la réception de la facture » sont remplacés par les mots « endéans les dix jours de la réception de la facture »;

12^o dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots « Celle-ci » sont remplacés par les mots « Cette prorogation »;

13^o dans le paragraphe 6, alinéa 3, le mot « tient » est remplacé par les mots « et le gestionnaire du réseau de transport local tiennent »;

14^o dans le paragraphe 6, alinéa 4, le mot « communique » est remplacé par les mots « et le gestionnaire du réseau de transport local communiquent »;

15^o dans le paragraphe 7, le mot « 2030 » est remplacé par le mot « 2033 »;

16^o dans le paragraphe 7, 1^o, les mots « les certificats verts faisant l'objet d'une opération de temporisation sont vendus » sont remplacés par les mots « tout ou partie des certificats verts faisant l'objet d'une opération de temporisation sont vendus, sur décision du Gouvernement »;

17^o dans le paragraphe 7, 1^o, le mot « annuelle » est remplacé par les mots « annuelle. Sur avis de l'Administration, le Gouvernement peut déterminer une fréquence supérieure en fonction des conditions de marché. La mise aux enchères n'a pas lieu si les prévisions de l'Administration indiquent que la vente pourrait entraîner une augmentation du recours à l'obligation de service public visée à l'article 34, 4^o, *d*), par les producteurs bénéficiaires d'une garantie d'achat des certificats verts. »;

18° le paragraphe 7, 1°, est complété par les phrases suivantes :

« Les décisions du Gouvernement concernant la mise en vente, concernant le volume de certificats verts mis aux enchères et concernant les échéances des mises aux enchères ne peuvent avoir pour effet un abus ou une manipulation du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable. Les décisions du Gouvernement sont notifiées à l'Administration, à la personne désignée conformément au paragraphe 3, au gestionnaire du réseau de transport local et à la CREG; »;

19° dans le paragraphe 7, est inséré le 1°bis rédigé comme suit :

« 1°bis le cas échéant, au terme de chaque mise aux enchères, le Gouvernement, sur avis de l'Administration, après avoir recueilli les éventuelles observations de la CREG et après consultation du gestionnaire du réseau de transport local, décide s'il procède à la cession au gestionnaire du réseau de transport local de tout ou partie du solde des certificats verts n'ayant pas trouvé acquéreur au cours de la mise aux enchères visée au 1°. La décision ne peut avoir pour effet un abus ou une manipulation du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable. La décision du Gouvernement est notifiée à l'Administration, à la personne désignée conformément au paragraphe 3, au gestionnaire du réseau de transport local et à la CREG. Le gestionnaire du réseau de transport local rachète ces certificats verts au titre de l'obligation de service public visée à l'article 34, 4°, f), au prix auquel ils ont été acquis par la personne désignée au paragraphe 3, selon la procédure visée au 2°; »;

20° dans le paragraphe 7, 2°, les mots « et qui ne sont pas visés par une cession décidée en application des 1°bis, 3°, et paragraphe 7bis, » sont insérés entre les mots « en application du 1° » et les mots « sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local »;

21° dans le paragraphe 7, 2°, les mots « Le jour même de la réception de cette facture » sont remplacés par les mots « Dans les dix jours de la réception de cette facture »;

22° le paragraphe 7, est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° à tout moment, le Gouvernement, sur avis de l'Administration, après avoir recueilli les éventuelles observations de la CREG et après consultation du gestionnaire du réseau de transport local, décide s'il procède à la cession au gestionnaire du réseau de transport local de tout ou partie des certificats verts temporisés non encore engagés dans la procédure de vente aux enchères visée au 1°. La décision explique notamment le choix de ne pas mettre en vente ces certificats verts temporisés sur le marché selon les modalités prévues au 1°. La décision ne peut avoir pour effet un abus ou une manipulation du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable. La décision du Gouvernement est notifiée à l'Administration, à la personne désignée conformément au paragraphe 3, au gestionnaire du réseau de transport local et à la CREG. Le gestionnaire du réseau de transport local rachète ces certificats verts au titre de l'obligation de service public visée à l'article 34, 4°, f), au prix auquel ils ont été acquis par la personne désignée au paragraphe 3, selon la procédure visée au 2°. »;

23° le paragraphe 7bis est remplacé par ce qui suit :

« § 7bis. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 du présent article, à partir du 1^{er} juillet 2019, lors de la communication visée à l'article 42/2, § 4, alinéa 2, et sur la base de la prévision détaillée la plus récente de l'Administration, le gestionnaire du réseau de transport local peut proposer au Gouvernement, après concertation avec la société émettrice mentionnée à l'article 42/2, la quantité de certificats verts temporisés à acheter par lui dans l'objectif de permettre une diminution progressive de la quantité des certificats verts temporisés, en tenant compte notamment de la disposition de l'article 42/2, § 8, alinéa 7. Le cas échéant, la proposition précise les spécificités relatives aux dates d'émission et de début de temporisation des certificats verts considérés. Le gestionnaire du réseau de transport local communique une copie de sa proposition à l'Administration, à la CREG et à la personne désignée au paragraphe 3.

Dans les septante-cinq jours après la réception de la proposition du gestionnaire du réseau de transport local, sur avis de l'Administration et après avoir recueilli les éventuelles observations de la CREG, le Gouvernement décide s'il procède à la cession au gestionnaire du réseau de transport et, le cas échéant, les spécificités relatives aux dates d'émission et de début de temporisation des certificats verts temporisés à acheter. La décision ne peut avoir pour effet un abus ou une manipulation du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable. La décision du Gouvernement est notifiée à l'Administration, à la personne désignée au paragraphe 3, au gestionnaire du réseau de transport local, la société émettrice mentionnée à l'article 42/2 et à la CREG.

Le gestionnaire du réseau de transport local achète le nombre de certificats verts temporisés dans les trente jours de la notification de la décision du Gouvernement. »;

24° dans le paragraphe 8, 2°, le mot « annuellement » est remplacé par les mots « annuellement ou selon la fréquence déterminée par le Gouvernement »;

25° dans le paragraphe 8, 5°, le mot « , 2° » est abrogé; 26° dans le paragraphe 9, le mot « , 1° » est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 42/2, § 4, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 2 mai 2019, le mot « mars » est remplacé par le mot « février » et le mot « octobre » est remplacé par le mot « août ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 18 mars 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 475 (2020-2021) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 mars 2021.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/201484]

18. MÄRZ 2021 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zwecks der quartalsweisen Einschaltung des Verzögerungsmechanismus (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, werden die Wörter " § 7, und" zwischen die Wörter "oder Artikel 42/1, " und " § 7bis zurückgekauft würden" eingefügt.

Art. 2 - Artikel 42 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um folgenden Satz ergänzt:

"Diese Verpflichtung gilt als erfüllt, wenn der Betreiber des Übertragungsnetzes die Prognose nach Artikel 42/1 § 2 Absatz 2 mitteilt."

Art. 3 - Artikel 42/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 29. Juni 2017 und abgeändert durch die Dekrete vom 31. Januar 2019 und 2. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f" gestrichen;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort "2021" durch das Wort "2024" ersetzt;

3° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Bis 2033 veröffentlicht die Verwaltung zum 1. Februar und 1. August eines jeden Jahres eine detaillierte Prognose der erwarteten Entwicklung des Markts für grüne Zertifikate über die nächsten fünf Jahre. Diese Prognose umfasst mehrere Szenarien, die die Auswirkungen der wichtigsten Parameter, die diese Entwicklung beeinflussen, widerspiegeln.";

2° in Paragraph 2 wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bis 2024 übermittelt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Regierung, der Verwaltung und der CREG jeweils zum 1. März, 1. Juni, 1. September und 1. Dezember, auf der Grundlage der jüngsten detaillierten Prognose der Verwaltung, eine zwölfmonatige informative Prognose der Menge der grünen Zertifikate, die von den Grünstromerzeugern stammen, und schlägt gegebenenfalls das voraussichtliche Volumen der grünen Zertifikate vor, die im Laufe der folgenden vier Quartale von der Person anzuschaffen sind, die gemäß Paragraph 3 bestimmt wurde, um die Auswirkungen der in Paragraph 1 genannten grünen Zertifikate auf den Tarifaufschlag im Sinne von Artikel 42bis § 1 zu glätten.";

5° in Paragraph 2 Absatz 2, der nun zu Absatz 3 wird, werden die Wörter "die Verwaltung und die CREG" durch die Wörter "die Regierung, die Verwaltung und die CREG" ersetzt.

6° in Paragraph 2 wird Absatz 3 gestrichen;

7° in Paragraph 2 wird Absatz 4 gestrichen;

8° in Paragraph 2 wird Absatz 5, der nun zum Absatz 4 wird, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Eingang des Vorschlags des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes nach Absatz 2 beschließt die Regierung auf Stellungnahme der Verwaltung und nachdem sie die eventuellen Bemerkungen der CREG zur Kenntnis genommen hat, ob sie eine Verzögerungsmaßnahme durchführt. Die Anzahl grüner Zertifikate, die von der Person anzuschaffen sind, die gemäß Paragraph 3 bestimmt wurde, wird so festgelegt, dass die Auswirkungen der in Paragraph 1 genannten grünen Zertifikate auf den Tarifaufschlag im Sinne von Artikel 42bis § 1 geglättet werden, und die öffentliche Beteiligung dabei minimiert wird.";

9° in Paragraph 2 Absatz 7, der nun zu Absatz 6 wird, werden die Wörter "spätestens am 31. Dezember des betreffenden Jahres" gestrichen;

10° in Paragraph 2 Absatz 7, der nun zu Absatz 6 wird, werden die Wörter "am 1. Dezember des betreffenden Jahres" durch die Wörter "am Tag nach der Notifizierung des Erlasses der Regierung" ersetzt;

11° in Paragraph 2, Absatz 7, der nun zu Absatz 6 wird, werden die Wörter "am Tag, an dem er die Rechnung empfängt" durch die Wörter "binnen zehn Tagen nach Eingang der Rechnung" ersetzt;

12° in Paragraph 5 Absatz 2 werden die Wörter "Diese Gültigkeitsdauer" durch die Wörter "Diese Verzögerungsmaßnahme" ersetzt;

13° in Paragraph 6 Absatz 3 werden die Wörter "Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person nimmt eine getrennte analytische Buchführung betreffend die Verzögerungsmaßnahme und die damit verbundenen Zinsen und Kosten vor" durch die Wörter ersetzt: "Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person und der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes führen eine getrennte analytische Buchhaltung betreffend die die Verzögerungsmaßnahme und die damit verbundenen Zinsen und Kosten".

14° in Paragraph 6 Absatz 4 werden die Wörter "Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person übermittelt" durch die Wörter "Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person und der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übermitteln" ersetzt;

15° in Paragraph 7 wird das Wort "2030" durch das Wort "2033" ersetzt;

16° in Paragraph 7 Ziffer 1 werden die Wörter "werden die grünen Zertifikate, die Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme in Übereinstimmung mit vorliegendem Artikel sind" durch folgende Wörter ersetzt: "werden die Gesamtheit oder ein Teil der grünen Zertifikate, die Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme in Übereinstimmung mit vorliegendem Artikel sind" ersetzt;

17° in Paragraph 7 Ziffer 1 werden nach den Wörtern "nach einem jährlichen Versteigerungsverfahren auf dem Markt für grüne Zertifikate verkauft." die folgende Sätze eingefügt: "Auf Stellungnahme der Verwaltung kann die Regierung je nach den Marktbedingungen eine höhere Häufigkeit bestimmen. Die Versteigerung findet nicht statt, wenn die Prognosen der Verwaltung darauf hindeuten, dass der Verkauf zu einer erhöhten Inanspruchnahme der Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe d durch die Erzeuger, die über eine Kaufgarantie für die grünen Zertifikate verfügen, führen könnte.";

18° Paragraph 7 Ziffer 1 wird um folgende Sätze ergänzt:

"Die Beschlüsse der Regierung in Bezug auf das Verkaufsangebot, das Volumen der versteigerten grünen Zertifikate und die Fristen der Versteigerungen dürfen nicht zu einem Missbrauch oder einer Manipulation des Markts für grüne Zertifikate im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften führen."

° in Paragraph 7 wird eine Ziffer *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°*bis*. Am Abschluss jeder Versteigerung beschließt gegebenenfalls die Regierung, nach Einholen der Stellungnahme der Verwaltung, der eventuellen Bemerkungen der CREG und der Stellungnahme des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes, ob sie die Gesamtheit oder einen Teil der restlichen grünen Zertifikate, die während der Versteigerung nach Ziffer 1 keinen Erwerber gefunden haben, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes abtritt. Der Beschluss darf keinen Missbrauch und keine Manipulation des Markts für grüne Zertifikate im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften bewirken. Der Beschluss der Regierung wird der Verwaltung, der gemäß Paragraph 3 bestimmten Person, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der CREG notifiziert. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes kauft diese grünen Zertifikate im Rahmen der Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f zurück, und zwar zu dem Preise, zu dem die in Paragraph 3 bestimmte Person sie erworben hat, und nach dem in Ziffer 2 genannten Verfahren;"

20° in Paragraph 7 Ziffer 2 werden die Wörter "und die nicht Gegenstand eines in Anwendung von Ziffer *1bis*, Ziffer 3 und Paragraph *7bis* beschlossenen Abtritts sind," zwischen die Wörter "verkauft werden konnten," und die Wörter "im Rahmen seiner Verpflichtung öffentlichen Dienstes" eingefügt.

21° in Paragraph 7 Ziffer 2 werden die Wörter "am Tag, an dem er die Rechnung empfängt" durch die Wörter "innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang der Rechnung" ersetzt;

22° Paragraph 7 wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° Zu jeder Zeit beschließt die Regierung, auf Stellungnahme der Verwaltung, nachdem sie die eventuellen Bemerkungen der CREG zur Kenntnis genommen hat, und nach Anhörung des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes, ob sie dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Gesamtheit oder einen Teil der verzögert ausgegebenen, jedoch noch nicht in das Versteigerungsverfahren nach Ziffer 1 einbezogenen grünen Zertifikate abtritt. In der Entscheidung wird insbesondere erklärt, weshalb beschlossen wurde, diese verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate nicht gemäß den Modalitäten nach Ziffer 1 auf dem Markt zum Verkauf anzubieten. Der Beschluss darf keinen Missbrauch und keine Manipulation des Markts für grüne Zertifikate im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften bewirken. Der Beschluss der Regierung wird der Verwaltung, der gemäß Paragraph 3 bestimmten Person, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der CREG notifiziert. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes kauft diese grünen Zertifikate im Rahmen der Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f zurück, und zwar zu dem Preise, zu dem die in Paragraph 3 bestimmte Person sie erworben hat, und nach dem in Ziffer 2 genannten Verfahren;"

23° der Paragraph *7bis* wird durch das Folgende ersetzt:

" § *7bis*. Unbeschadet der Bestimmungen von § 7 des vorliegenden Artikels kann der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Regierung ab dem 1. Juli 2019 anlässlich der in Artikel 42/2 § 4 Absatz 2 genannten Mitteilung, und auf der Grundlage der neuesten ausführlichen Prognose der Verwaltung, nach Rücksprache mit der in Artikel 42/2 genannten ausgebenden Gesellschaft die Anzahl der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate vorschlagen, die er zu erwerben hat, um unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikels 42/2 § 8 Absatz 7 eine schrittweise Verringerung der Menge der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate zu ermöglichen. Gegebenenfalls werden in dem Vorschlag die Besonderheiten in Bezug auf die Fristen für die Ausgabe und für den Anfang der Verzögerung der betreffenden grünen Zertifikate angegeben. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übermittelt eine Kopie seines Vorschlags an die Verwaltung, an die CREG und an die in § 3 bezeichnete Person.

Binnen fünfundsiebzig Tagen nach Eingang des Vorschlags des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes, auf Stellungnahme der Verwaltung, und nach Einholen der eventuellen Bemerkungen der CREG beschließt die Regierung, ob sie die grünen Zertifikate dem Betreiber des Übertragungsnetzes abtritt, und ggf. die Besonderheiten in Bezug auf die Fristen für die Ausgabe und für den Anfang der Verzögerung der verzögert ausgegebenen, zu erwerbenden grünen Zertifikate. Der Beschluss darf keinen Missbrauch und keine Manipulation des Markts für grüne Zertifikate im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften bewirken. Der Beschluss der Regierung wird der Verwaltung, der gemäß Paragraph 3 bestimmten Person, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, der ausgebenden Gesellschaft und der CREG notifiziert.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes kauft die Anzahl der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung des Beschlusses der Regierung;"

24° in Paragraph 8 Ziffer 2 wird das Wort "jährlich" durch die Wörter "jährlich oder gemäß der von der Regierung bestimmten Häufigkeit" ersetzt;

25° in Paragraph 8 Ziffer 5 werden die Wörter "Ziffer 2" gestrichen;

26° in Paragraph 9 werden die Wörter "Ziffer 1" gestrichen.

Art. 4 - In Artikel 42/2 § 4 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird das Wort "März" durch das Wort "Februar", und wird das Wort "Oktober" durch das Wort "August" ersetzt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. März 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 475 (2020-2021) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. März 2021.

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/201484]

18 MAART 2021. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt met het oog op de kwartaalsgewijze activering van het temporisatiemechanisme (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 34, 4^o, f), van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarktartikel, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden " § 7, en" ingevoegd tussen de woorden "of artikel 42/1," en de woorden " § 7bis, met het oog op".

artArtikel 42, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met de volgende zin :

"Aan deze verplichting wordt geacht te zijn voldaan indien de beheerder van het transmissienet de in artikel 42/1, § 2, tweede lid, bedoelde raming meedeelt. "

Art. 2. In artikel 42/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 29 juni 2017 en gewijzigd bij de decreten van 31 januari 2019 en 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 34, 4^o, f)" opgeheven;

2^o in paragraaf 1, lid 2, wordt het woord "2021" vervangen door het woord "2024";

3^o in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Tot 2033 maakt de Administratie op 1 februari en 1 augustus van elk jaar een gedetailleerd vooruitzicht van de verwachte ontwikkeling van de markt van de groene certificaten over de vijf volgende jaren bekend. Dit vooruitzicht omvat verschillende scenario's die de impact van de belangrijke parameters die deze ontwikkeling beïnvloeden, weergeven. ";

4^o in paragraaf 2 wordt tussen het tweede en het derde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Tot 2024 bezorgt de beheerder van het plaatselijke transmissienet op 1 maart, 1 juni, 1 september en 1 december, op basis van het meest recente gedetailleerde vooruitzicht van de Administratie, aan de Regering, het Bestuur en de "CREG" een indicatieve twaalfmaandelijks raming van de hoeveelheid groene certificaten van producenten van groene elektriciteit en stelt hij voor in voorkomend geval, de indicatieve hoeveelheid groene certificaten die in de volgende vier kwartalen zal worden aangekocht door de overeenkomstig lid 3 aangewezen persoon teneinde de impact van de in lid 1 bedoelde groene certificaten op de in artikel 42 bis, § 1, bedoelde toeslag af te vlakken. ";

5^o in paragraaf 2, tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "de Regering" ingevoegd tussen de woorden "brengt de beheerder van het plaatselijke transmissienet" en de woorden "de Administratie" en de "CREG" op de hoogte";

6^o in paragraaf 2 wordt het derde lid opgeheven;

7° in paragraaf 2 wordt het vierde lid opgeheven;

8° in paragraaf 2 wordt het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, vervangen als volgt :

"Binnen vijfenzeventig dagen na ontvangst van het in lid 2 bedoelde voorstel van de beheerder van het plaatselijke transmissienet, beslist de Regering, op advies van de Administratie en na de eventuele opmerkingen van de CREG te hebben ingewonnen of zij al dan niet overgaat tot een temporisatieverrichting. Het aantal door de overeenkomstig paragraaf 3 aangewezen persoon aan te kopen groene certificaten wordt zodanig vastgesteld dat de impact van de in paragraaf 1 bedoelde groene certificaten op de in artikel 42 *bis*, § 1, bedoelde toeslag wordt afgevlakt, waarbij de openbare interventie geminimaliseerd wordt. ";

9° in paragraaf 2, zevende lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden ", uiterlijk op 31 december van het betrokken jaar," opgeheven;

10° in paragraaf 2, zevende lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden "op 1 december van het betrokken jaar," vervangen door de woorden "op de dag volgend op de kennisgeving van het besluit van de Regering;

11° in paragraaf 2, zevende lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden "de dag van de ontvangst van de factuur" vervangen door de woorden "binnen tien dagen na ontvangst van de factuur";

12° in paragraaf 15, tweede lid, wordt het woord "Deze" vervangen door de woorden "Deze verlenging";

13° in paragraaf 6, derde lid, wordt het woord "houdt" vervangen door de woorden "en de beheerder van het plaatselijke transmissienet houden";

14° in paragraaf 6, vierde lid, wordt het woord "legt" vervangen door de woorden "en de beheerder van het plaatselijke transmissienet leggen";

15° in paragraaf 7 wordt het woord "2030" vervangen door het woord "2033";

16° in paragraaf 7, 1°, worden de woorden "worden de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een temporisatieverrichting verkocht" vervangen door de woorden "worden alle of een deel van de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een temporisatieverrichting, bij beslissing van de Regering verkocht";

17° in paragraaf 7, 1°, wordt na het woord "opbod." de volgende zin ingevoegd. "Op advies van de Administratie kan de Regering, afhankelijk van de marktomstandigheden, een hogere frequentie vaststellen. De veiling vindt niet plaats indien uit de prognoses van de Administratie blijkt dat de verkoop zou kunnen leiden tot een toename van het gebruik van de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, *d*), door de producenten die een aankoopgarantie voor groene certificaten genieten. ";

18° paragraaf 7, 1°, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"De beslissingen van de Regering betreffende de verkoop, de hoeveelheid groene certificaten die ter veiling worden aangeboden en de termijnen voor de veilingen mogen niet leiden tot misbruik of manipulatie van de markt voor groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese verordeningen. De beslissingen van de Regering worden meegedeeld aan de Administratie, aan de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet en aan de "CREG";";

19° in paragraaf 7 wordt punt 1° *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"1° *bis*. aan het einde van elke veiling beslist de Regering, in voorkomend geval, op advies van de Administratie, na de eventuele opmerkingen van de CREG te hebben ingewonnen en na raadpleging van de beheerder van het plaatselijke transmissienet, of zij alle of een deel van de resterende groene certificaten die geen koper hebben gevonden tijdens de in punt 1 bedoelde veiling, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet overdraagt. De beslissing mag niet leiden tot misbruik of manipulatie van de markt voor groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving. De beslissing van de Regering wordt meegedeeld aan de Administratie, aan de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet en aan de "CREG". De beheerder van het plaatselijke transmissienet koopt deze groene certificaten in het kader van de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, *f*), terug tegen de prijs waarvoor zij door de in paragraaf 3 aangewezen persoon zijn aangekocht, overeenkomstig de procedure bedoeld in 2°;";

20° in paragraaf 7, 2°, worden de woorden "en die niet het voorwerp vormen van een overdracht waartoe overeenkomstig punt 1° *bis*, 3° en paragraaf 7 *bis* is besloten" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig punt 1°," en de woorden "door de beheerder van het plaatselijke transmissienet gekocht";

21° In paragraaf 7, 2°, worden de woorden "De dag zelf van de ontvangst van deze factuur" vervangen door de woorden "Binnen tien dagen na ontvangst van deze factuur";

22° paragraaf 7 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

"3° op ieder ogenblik beslist de Regering, op advies van de Administratie, na de eventuele opmerkingen van de "CREG" te hebben ingewonnen en na raadpleging van de beheerder van het plaatselijke transmissienet, of zij alle of een deel van de getemporeerde groene certificaten die nog niet aan de veilingprocedure bedoeld in punt 1 zijn onderworpen, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet overdraagt. In de beslissing wordt met name toegelicht waarom is besloten deze getemporeerde groene certificaten niet overeenkomstig de in punt 1° vastgestelde modaliteiten op de markt aan te bieden. De beslissing mag niet leiden tot misbruik of manipulatie van de markt voor groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving. De beslissing van de Regering wordt meegedeeld aan de Administratie, aan de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet en aan de "CREG". De beheerder van het plaatselijke transmissienet koopt deze groene certificaten in het kader van de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, *f*), terug tegen de prijs waarvoor zij door de in paragraaf 3 aangewezen persoon zijn aangekocht, overeenkomstig de procedure bedoeld in 2°;";

23° paragraaf 7 *bis* wordt vervangen als volgt :

" § 7 *bis*. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 7 van dit artikel kan de beheerder van het plaatselijke transmissienet vanaf 1 juli 2019, ter gelegenheid van de mededeling bedoeld in artikel 42/2, § 4, tweede lid, en op basis van het meest recente gedetailleerde vooruitzicht van de Administratie aan de Regering, na overleg met de in artikel 42/2 bedoelde uitgevende maatschappij, de hoeveelheid getemporeerde groene certificaten die hij te kopen heeft, voorstellen om een geleidelijke vermindering van de hoeveelheid getemporeerde groene certificaten mogelijk te maken, rekening houdende met de bepalingen van artikel 42/2, § 8, zevende lid. In voorkomend geval worden in het voorstel de specifieke kenmerken met betrekking tot de afgiftegegevens en de aanvang van de termijn voor de groene certificaten in kwestie gespecificeerd. De beheerder van het plaatselijke transmissienet stuurt een kopie van zijn voorstel naar de Regering, de "CREG" en de in paragraaf 3 aangewezen persoon.

Binnen vijfenzeventig dagen na ontvangst van het voorstel van de beheerder van het plaatselijke transmissienet beslist de Regering, op advies van de Administratie en na de eventuele opmerkingen van de "CREG" te hebben ingewonnen, over de overdracht aan de beheerder van het transmissienet en, in voorkomend geval, over de nadere regels betreffende de uitgiftedata en de aanvang van de temporisatieperiode van de aan te kopen groene certificaten. De beslissing mag niet leiden tot misbruik of manipulatie van de markt voor groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving. De beslissing van de Regering wordt meegedeeld aan de Administratie, aan de in paragraaf 3 aangewezen persoon, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet en aan de "CREG".

De beheerder van het plaatselijke transmissienet koopt het aantal getemporiseerde groene certificaten binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Regering." "

24° in paragraaf 8, 2°, wordt het woord "jaarlijks" vervangen door de woorden "jaarlijks of volgens de door de Regering bepaalde frequentie";

25° in paragraaf 8, 5°, wordt het woord ",2°" opgeheven; 26° in paragraaf 9 wordt het woord ",1°" opgeheven.

Art. 3. In artikel 42/2, § 4, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het woord "maart" vervangen door het woord "februari" en wordt het woord "oktober" vervangen door het woord "augustus". "

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 maart 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 475 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 maart 2021.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/41062]

12 FEVRIER 2021. — Arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planche 38/2) en vue de l'inscription, sur le territoire de la commune de Lessines, d'une zone de dépendances d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique. — Addendum

L'arrêté susmentionné publié au *Moniteur belge* du 22 mars 2021, à la page 23600, est complété par l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » et de la cartographie ci-dessous :

« Avis du Pôle Aménagement du Territoire

Réf. : AT.18.91.AV

Date d'approbation : 16/11/2018

Révision de plan de secteur de Ath - Lessines - Enghien pour l'inscription d'une zone d'extraction (Carrières unies de porphyre - CUP), d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique à Lessines - Projet de plan